



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SARTHE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SPECIAL N ° 38 - SEPTEMBRE 2013

SOMMAIRE

PREFECTURE 72

DAMI

Arrêté N °2013266-0034 - Délégation de signature à Mme Laura REYNAUD, sous- préfète de l'arrondissement de MAMERS	1
Arrêté N °2013266-0035 - Délégation de signature à M. Jean- François HOUSSIN, sous- préfet de l'arrondissement de LA FLECHE	6



PREFET DE LA SARTHE

**DIRECTION DES ACTIONS ET
MUTUALISATIONS INTERMINISTERIELLES**
Bureau de l'Immobilier et de la Coordination

Arrêté n° 2013266-0034 du 24 SEP. 2013

OBJET : Délégation de signature à Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS.

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment son article L 511-1 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du 20 août 2013 nommant Mme Laura REYNAUD sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS ;

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Pascal LELARGE, préfet de la Sarthe ;

VU l'arrêté ministériel du 21 août 2009 portant affectation de Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR, attachée territoriale, sur un poste d'attachée d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer à la sous-préfecture de la Sarthe à compter du 15 septembre 2009 ;

VU la décision du 14 août 2009 affectant Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR, attachée territoriale, en qualité de secrétaire générale à la sous-préfecture de MAMERS à compter du 15 septembre 2009 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation permanente de signature est donnée à Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, pour assurer sous la direction du préfet de la Sarthe, dans les limites de son arrondissement, l'administration départementale en ce qui concerne les actes suivants :

I- Police générale et maintien de l'ordre

- 1 Délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, des cafés, débits de boissons, bals, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales.
- 2 Arrêté portant suspension du permis de conduire ou interdiction de se mettre en instance pour l'obtention de ce titre.
- 3 Arrêtés portant restriction de validité de permis de conduire.
- 4 Etablissement des permis de conduire après validation ou changement d'état civil ou changement d'adresse ou duplicata.
- 5 Autorisation de concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière.
- 6 Autorisation des diffusions publiques par haut-parleur.
- 7 Réception de la déclaration et réglementation des rallyes automobiles et motocyclistes se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement.
- 8 Récépissés de déclaration et d'autorisation de manifestations sportives se déroulant sur le territoire de l'arrondissement comportant ou non la participation de véhicules à moteur, à l'exclusion des manifestations aériennes.
- 9 Délivrance des permis de chasser, ainsi que des visas annuels pour les personnes visées par l'article 370 du nouveau code rural.
- 10 Délivrance de toutes autorisations de destruction d'animaux nuisibles, de destruction de lapins avec bourses et furets et de capture de gibier sur les réserves.
- 11 Autorisation ou émission d'un avis concernant le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire.
- 12 Agrément des contrôleurs autorisés par la fédération aux lâchers de pigeons voyageurs.
- 13 Délivrance des récépissés de déclaration de brocanteurs.

- 14 Délivrance des cartes nationales d'identité, passeports, livrets et carnets de circulation.
- 15 Arrêtés relatifs à l'éloignement d'un étranger ayant pénétré ou séjournant irrégulièrement en FRANCE, conformément à l'article 2 du présent arrêté.
- 16 Transfert de corps vers l'étranger (laissez-passer mortuaires ou arrêtés).
- 17 Laissez-passer établis en faveur des mineurs de moins de 15 ans se rendant en Belgique, au Luxembourg, en Suisse ou en Italie.
- 18 Arrêté portant cessation de validité par défaut de points du permis de conduire.
- 19 Arrêté portant reconstitution du capital de points du permis de conduire.

.../...

- 20 Autorisation de sortie du territoire de mineurs participant à un voyage scolaire.
- 21 Récépissés de déclaration de création, modification, dissolution d'association.
- 22 Déclaration de perte/vol des cartes grises, cartes nationales d'identité, passeport, permis de conduire.
- 23 Attestation provisoire de cartes grises, V.R.P., marchands non sédentaires, brocanteurs, permis de conduire.
- 24 Cartes permettant l'exercice d'activités non sédentaires.
- 25 Etablissement de passeports collectifs.
- 26 Décision d'inaptitude consécutive à un examen médical.

II- Administration locale

- 1 Registre des délibérations et des arrêtés des collectivités locales.
- 2 Contrôle a posteriori sur la légalité des délibérations, des arrêtés, des conventions (marchés, contrats ...) et tous les actes des autorités communales de l'arrondissement de MAMERS, dans les conditions précisées par les dispositions de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982, du décret n° 82.389 du 10 mai 1982, susvisés, et de la circulaire ministérielle du 22 juillet 1982, à l'exception de la décision de déférer au tribunal administratif ou à la chambre régionale des comptes.
- 3 Contrôle particulier sur les actes budgétaires communaux dans les cas strictement définis par la loi, à savoir :
 - . absence de vote dans le délai légal,
 - . absence d'équilibre réel du budget,
 - . absence d'inscription d'une dépense obligatoire,
 - . existence d'un déficit dans le compte administratif.

Ce contrôle particulier sur les actes budgétaires ne fait pas obstacle à l'exercice général de légalité sur ces actes, notamment, en ce qui concerne la régularité de la procédure d'adoption des délibérations budgétaires.

- 4 Contrôle, selon les dispositions particulières applicables, des actes pris par les autorités locales au nom de l'Etat.
- 5 Arrêtés de dérogation portant sur les tarifs des cantines scolaires de l'arrondissement.
- 6 Notification aux services fiscaux du montant des contributions directes à mettre en recouvrement au profit des communes (état 1259).

III- Administration générale

- 1 Réquisition de logements (signature, notification, exécution, renouvellement, annulation et mainlevée des ordres de réquisition, actes de procédures divers).
- 2 Permission de déversement d'eaux usées ou résiduaires dans les cours d'eau et enquêtes précédant la délivrance de cette permission.

.../...

- 3 Actes relatifs à la police et à la convention des eaux et à la suppression des étangs insalubres, prévus par les articles 103, 111 et 134 du code rural.
- 4 Enquêtes administratives en vue de l'établissement de servitudes de passage des lignes électriques.
- 5 Pouvoirs de substitution en matière de police municipale, en cas de carence des maires (art. L. 2215.1 du code des collectivités territoriales).
- 6 Désignation du délégué de l'administration au sein de la commission chargée de la révision des listes électorales de l'arrondissement de MAMERS.
- 7 Autorisation ou récépissé de déclaration concernant les liquidations, les ventes au déballage pour les surfaces de vente supérieures à 300 m².
- 8 Les accusés de réception, les récépissés de déclaration(s) et récépissés de retrait(s) de candidature propres aux élections municipales.
- 9 Les ordres de missions temporaires et permanents établis pour les agents de la sous-préfecture de MAMERS en application des articles 7 et 8 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.
- 10 Les autorisations d'utilisation d'un véhicule personnel délivrées aux agents de la sous-préfecture de MAMERS en application de l'article 29 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est, de plus, donnée pour l'ensemble du département, à Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, pour prendre, lorsqu'elle assure le service de permanence, toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

ARTICLE 3 : La sous-préfète de MAMERS représente le préfet au sein de la commission de surendettement conformément à l'article 2 du décret n° 90-175 du 21 février 1990.

En cas d'absence conjointe du préfet et du directeur départemental des finances publiques, la sous-préfète de MAMERS préside la commission de surendettement. Dans ce cas, elle est habilitée à signer tous actes, documents et lettres se rapportant au fonctionnement de ladite commission.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, la délégation de signature qui lui est conférée par les articles 1, 2 et 3 sera exercée par Mme Magalie DEBATTE, secrétaire générale de la préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, ou par M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE ou par M. François de KERÉVER, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Sarthe.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR attachée territoriale, secrétaire générale de la sous-préfecture de MAMERS, à l'effet de signer les correspondances courantes entrant dans le cadre de ses attributions et compétences, ainsi que les actes mentionnés à l'article 1 I - Police générale et maintien de l'ordre - alinéas 4, 9, 13, 14, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 et à l'article 1 II - Administration locale - alinéa 6 et à l'article 1 III - Administration générale - alinéa 8.

En outre, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, délégation de signature est donnée à Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR en ce qui concerne les actes suivants :

- arrêtés portant suspension provisoire du permis de conduire ou interdiction de se mettre en instance pour l'obtention de ce titre, matière visée à l'article 1^{er} I - Police générale et maintien de l'ordre - alinéa 2 ;

.../...

- arrêté portant restriction de validité de permis de conduire, matière visée à l'article 1^{er} I – Police générale et maintien de l'ordre – alinéa 3 ;

Par ailleurs, Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR, secrétaire générale de la sous-préfecture, a délégué, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, à l'effet de signer les injonctions de restitutions du permis de conduire invalidé pour solde de points nul.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lydia PILLOT-BEAURETOUR, secrétaire générale de la sous-préfecture, la déléguation relative à l'établissement des permis de conduire après validation ou changement d'état civil ou changement d'adresse ou duplicata, visée au point 4 du I - police générale et maintien de l'ordre de l'article 1er du présent arrêté, sera exercée par M. Christophe Parachout, secrétaire administratif de classe normale.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 2013242-0002 du 29 août 2013 portant délégué de signature à Mme Laura REYNAUD, sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, est abrogé.

ARTICLE 7 : La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, le sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe.

LE PREFET,



Pascal LELARGE



PREFET DE LA SARTHE

**DIRECTION DES ACTIONS ET
MUTUALISATIONS INTERMINISTERIELLES**
Bureau de l'Immobilier et de la Coordination

Arrêté n° 2013266-0035 du 24 SEP. 2013

OBJET : Délégation de signature à M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE.

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment son article L 511-1 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 décembre 2006 nommant M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Pascal LELARGE, préfet de la Sarthe ;

VU la décision préfectorale du 1^{er} mars 2005 nommant M. Dominique GROULT, attaché principal d'administration centrale de 2^{ème} classe, en qualité de secrétaire général de la sous-préfecture de LA FLECHE à compter du 1^{er} mars 2005 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, pour assurer sous la direction du préfet de la Sarthe, dans les limites de son arrondissement, l'administration départementale en ce qui concerne les actes suivants :

I- Police générale et maintien de l'ordre

- 1 Délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, des cafés, débits de boissons, bals, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales.
- 2 Arrêté portant suspension du permis de conduire ou interdiction de se mettre en instance pour l'obtention de ce titre.

.../...

- 3 Arrêtés portant restriction de validité de permis de conduire.
- 4 Etablissement des permis de conduire après validation ou changement d'état civil ou changement d'adresse ou duplicata.
- 5 Autorisation de concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière.
- 6 Autorisation des diffusions publiques par haut-parleur.
- 7 Réception de la déclaration et réglementation des rallyes automobiles et motocyclistes se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement.
- 8 Récépissés de déclaration et d'autorisation de manifestations sportives se déroulant sur le territoire de l'arrondissement comportant ou non la participation de véhicules à moteur, à l'exclusion des manifestations aériennes.
- 9 Délivrance des permis de chasser, ainsi que des visas annuels pour les personnes visées par l'article 370 du nouveau code rural.
- 10 Délivrance de toutes autorisations de destruction d'animaux nuisibles, de destruction de lapins avec bourses et furets et de capture de gibier sur les réserves.
- 11 Autorisation ou émission d'un avis concernant le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire.
- 12 Agrément des contrôleurs autorisés par la fédération aux lâchers de pigeons voyageurs.
- 13 Délivrance des récépissés de déclaration de brocanteurs.
- 14 Délivrance des cartes nationales d'identité, passeports, livrets et carnets de circulation.
- 15 Arrêtés relatifs à l'éloignement d'un étranger ayant pénétré ou séjournant irrégulièrement en FRANCE, conformément à l'article 2 du présent arrêté.
- 16 Transfert de corps vers l'étranger (laissez-passer mortuaires ou arrêtés).
- 17 Laissez-passer établis en faveur des mineurs de moins de 15 ans se rendant en Belgique, au Luxembourg, en Suisse ou en Italie.
- 18 Arrêté portant cessation de validité par défaut de points du permis de conduire.
- 19 Arrêté portant reconstitution du capital de points du permis de conduire.
- 20 Autorisation de sortie du territoire de mineurs participant à un voyage scolaire
- 21 Récépissés de déclaration de création, modification, dissolution d'association.

- 22 Déclaration de perte/vol des cartes grises, cartes nationales d'identité, passeport, permis de conduire.
- 23 Attestation provisoire de cartes grises, V.R.P., marchands non sédentaires, brocanteurs, permis de conduire.
- 24 Cartes permettant l'exercice d'activités non sédentaires.
- 25 Etablissement de passeports collectifs.
- 26 Décision d'inaptitude consécutive à un examen médical
- 27 réglementation des armes : tous actes et décisions relatifs à l'application des dispositions légales et réglementaires en matière d'armes et de produits explosifs.

.../...

II- Administration Locale

- 1 Registre des délibérations et des arrêtés des collectivités locales.
- 2 Contrôle a posteriori sur la légalité des délibérations, des arrêtés, des conventions (marchés, contrats ...) et tous les actes des autorités communales de l'arrondissement de LA FLECHE, dans les conditions précisées par les dispositions de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982, du décret n° 82.389 du 10 mai 1982, susvisés, et de la circulaire ministérielle du 22 juillet 1982, à l'exception de la décision de déférer au tribunal administratif ou à la chambre régionale des comptes.
- 3 Contrôle particulier sur les actes budgétaires communaux dans les cas strictement définis par la loi, à savoir :
 - . absence de vote dans le délai légal,
 - . absence d'équilibre réel du budget,
 - . absence d'inscription d'une dépense obligatoire,
 - . existence d'un déficit dans le compte administratif.

Ce contrôle particulier sur les actes budgétaires ne fait pas obstacle à l'exercice général de légalité sur ces actes, notamment, en ce qui concerne la régularité de la procédure d'adoption des délibérations budgétaires.
- 4 Contrôle, selon les dispositions particulières applicables, des actes pris par les autorités locales au nom de l'Etat.
- 5 Arrêtés de dérogation portant sur les tarifs des cantines scolaires de l'arrondissement.
- 6 Notification aux services fiscaux du montant des contributions directes à mettre en recouvrement au profit des communes (état 1259).

III- Administration Générale

- 1 Réquisition de logements (signature, notification, exécution, renouvellement, annulation et mainlevée des ordres de réquisition, actes de procédures divers).
- 2 Permission de déversement d'eaux usées ou résiduaires dans les cours d'eau et enquêtes précédant la délivrance de cette permission.
- 3 Actes relatifs à la police et à la convention des eaux et à la suppression des étangs insalubres, prévus par les articles 103, 111 et 134 du code rural.
- 4 Enquêtes administratives en vue de l'établissement de servitudes de passage des lignes électriques.
- 5 Pouvoirs de substitution en matière de police municipale, en cas de carence des maires (art. L. 2215.1 du code des collectivités territoriales).
- 6 Désignation du délégué de l'administration au sein de la commission chargée de la révision des listes électorales de l'arrondissement de LA FLECHE.
- 7 Autorisation ou récépissé de déclaration concernant les liquidations, les ventes au déballage pour les surfaces de vente supérieures à 300 m² .
- 8 Les accusés de réception, les récépissés de déclaration(s) et récépissés de retrait(s) de candidature(s) propres aux élections municipales.
- 9 Les ordres de missions temporaires et permanents établis pour les agents de la sous-préfecture de LA FLECHE en application des articles 7 et 8 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.
- 10 Les autorisations d'utilisation d'un véhicule personnel délivrées aux agents de la sous-préfecture de LA FLECHE en application de l'article 29 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

.../...

ARTICLE 2 : Délégation de signature est, de plus, donnée, pour l'ensemble du département, à M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, pour prendre, lorsqu'il assure le service de permanence, toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de l'article R 751-3 du code de commerce, le sous-préfet de LA FLECHE représente le préfet et assure la présidence de la commission départementale d'aménagement commercial.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, la délégation de signature qui lui est conférée par les articles 1 et 2 sera exercée par Mme Magali DEBASSE, secrétaire générale de la préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, ou par Mme Laura REYNAUD, sous préfète de l'arrondissement de MAMERS, ou par M. François de KERÉVER, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Sarthe.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à M. Dominique GROULT, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de LA FLECHE, à l'effet de signer les correspondances courantes entrant dans le cadre de ses attributions et compétences, ainsi que les actes mentionnés à l'article I I - Police générale et maintien de l'ordre - alinéas 4, 9, 13, 14, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 27 et à l'article I II - Administration locale - alinéa 6 et à l'article I III - Administration générale - alinéa 8.

En outre, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, délégation de signature est donnée à M. Dominique GROULT en ce qui concerne les actes suivants :

- arrêtés portant suspension provisoire du permis de conduire ou interdiction de se mettre en instance pour l'obtention de ce titre, matière visée à l'article 1^{er} I - Police générale et maintien de l'ordre - alinéa 2.

- arrêté portant restriction de validité de permis de conduire, matière visée à l'article 1^{er} I - Police générale et maintien de l'ordre - alinéa 3.

Par ailleurs, M. Dominique GROULT, secrétaire général de la sous-préfecture, a délégation, en cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet de LA FLECHE, à l'effet de signer les injonctions de restitutions du permis de conduire invalidé pour solde de points nul.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique GROULT, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de LA FLECHE, la délégation relative à l'établissement des permis de conduire après validation ou changement d'état civil ou changement d'adresse ou duplicata, visée au point 4 du I - police générale et maintien de l'ordre de l'article 1er du présent arrêté, sera exercée par Mme Marie-Hélène GUILLIER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 2013242-0004 du 29 août 2013 portant délégation de signature à M. Jean-François HOUSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, est abrogé.

ARTICLE 7 : La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS et le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe.

 LE PREFET,

Pascal LELARGE